

FORUM 2023

VOX POPULI

MERCREDI 11 JANVIER

9 :00 – Foyer Louis-Hippolyte Lafontaine

La première ministre a débuté son adresse aux journalistes en présentant le nom de son parti : L'Action Libérale du Québec (ALQ pour les intimes). Elle a poursuivi par une présentation du parti lui-même, mentionnant la force de son équipe ministérielle et le fait qu'une grande quantité d'idées étaient emmenées en caucus. Idées qu'elle a indiqué vouloir tenter de présenter de son mieux et dans la plus grande diversité possible dans son discours, malgré la difficulté de la gestion du temps. Difficile de présenter l'entièreté du programme d'un gouvernement qui doit régir une province en 15 minutes, malgré sa cohésion et sa forte structure.

Elle a beaucoup mis l'accent sur son style de gestion et de leadership horizontal, qui vise à former un tout uni (l'unisson étant selon elle une valeur proprement libérale). Elle juge en effet « être le chef d'orchestre d'un grand orchestre » et assure qu'elle cherchera à « faire vibrer en unisson » cet ensemble de députés, qui devront cependant travailler très fort.



Elle juge sa ligne comme étant forte et solide, provenant de collaboration entre tous les ministères qu'elle a pu rencontrer individuellement. Cette collaboration, écoute et transparence sont selon elle des outils essentiels à la poursuite de son programme.

C'est pleine d'espoir qu'elle a conclu sa conférence, nous assurant que les débats ne pourraient pas ne pas être intéressants lors de cette édition du Forum, puisque les oppositions fortes entre son gouvernement et l'opposition promettaient des discussions intéressantes et enrichissantes.



## 9 :10 – Foyer Louis-Hippolyte Lafontaine

Le chef de l'opposition débute son discours en marquant sa reconnaissance envers l'« équipe solide, unie, prête à affronter les vrais enjeux qui préoccupent les Québécois et Québécoises. » qui lui a accordé sa confiance. Il dénote l'unité et la cohésion de son caucus, de même la variété de ses forces et idées.

Il a exposé un ensemble de préoccupations vives. Il a mentionné la pénurie de main d'œuvre et la crise du logement comme étant des enjeux cruciaux pour le peuple québécois, mais qu'il juge trop peu ou même pas du tout adressés par le gouvernement. Il a jugé le gouvernement déconnecté des véritables problématiques vécues par le peuple québécois, l'accusant même d'aggraver le problème de « L'inflation [qui] dévore le pouvoir d'achat des québécois à mesure que le gouvernement injecte de l'argent qui apparaît magiquement dans la sphère publique. » M. Mouncef a aussi déclaré que son caucus jugeait que la gestion des corps policiers actuellement faite par le gouvernement contribuait à en déshumaniser les membres, ce qui exacerbe selon lui le problème de la sécurité nationale.

## 9 :20 – Foyer Louis-Hippolyte Lafontaine

---

C'est maintenant au tour de la cheffe de la seconde opposition (Mouvement social du Québec), accompagnée de son chef adjoint, de prendre la parole. Ils débent directement en mentionnant vouloir présenter les grandes lignes de leur parti et en faire ressortir les thématiques essentielles. L'écologie est une priorité pour le parti. La cheffe mentionne que ce dernier s'engage à suivre les recommandations du GIEC en passant par plusieurs domaines tels que les transports collectifs, les émissions de gaz à effet de serre ou la décroissance économique, allant même jusqu'à affirmer que « notre politique économique est intimement liée avec l'écologie ».

L'accessibilité et la gratuité pour tous dans les sphères de la santé et de l'éducation font partie des éléments clés des idéaux véhiculés par le MSQ. « C'est l'éducation qui nous permet de former nos citoyens et citoyennes accomplies ». Le parti aspire à une réforme au sein du système d'éducation afin de mettre fin au régime à trois vitesses selon lequel les Québécois.e.s plus fortuné.e.s ont accès à une meilleure éducation que ceux l'étant moins, situation que le MSQ déplore et dénonce.

Se basant sur cette perception de la situation, il juge que le Québec mérite et a besoin d'un contre-pouvoir solide, sachant s'attarder aux problèmes réels et ne se contentant pas de les observer en se croisant les bras. Son caucus cherche à protéger la vie privée, l'identité nationale, ainsi que les droits et libertés individuels.

Malgré son intransigeance, il est important de noter qu'il semble avoir particulièrement hâte aux débats en chambre... Même si cela semble surtout provenir d'un fort désir de déceler les choses manquantes derrière les fleurs que le gouvernement s'apprête, selon lui, à jeter dans le vide.



Ils désirent également emmener davantage d'humanité dans la sélection des candidats à certains programmes et dans l'évaluation des élèves. Dans le domaine de la santé, la cheffe et son cabinet désirent élargir le type de services couverts par la RAMQ, en assurant la gratuité des soins dentaires et d'optométrie.



## 14 :00 – Salle Evelyne-Dumas

Les trois principaux partis de l'Assemblée nationale se sont présentés, hier, devant la presse afin d'expliquer leur ressenti et de répondre à des questions des journalistes. Mme la Première Ministre Catherine Hu a fait part de sa volonté de promouvoir la représentation des communautés autochtones québécoises. Toutefois, sur ces paroles, notre première ministre a rencontré quelques difficultés à développer au sujet de questions posées sur un programme d'éducation sur la culture et sur les langues autochtones.

## 12 :45 – Salle du Conseil législatif

L'ouverture officielle du Forum étudiant a été marquée par le discours, particulièrement chargé, de la première ministre. Couvrant une quantité impressionnante d'enjeux et de sujets d'actualité, elle a montré l'ampleur du travail qui a été réalisé par le gouvernement afin de construire un programme complet. C'est en 15 minutes qu'elle a énoncé les priorités et les politiques de son corpus gouvernemental.

En y allant de l'écologie, à la santé, jusqu'à la culture, elle juge avoir couvert tous les enjeux que son cabinet avait mentionnés lors des caucus. Néanmoins, plusieurs citoyens ont rapporté l'oubli du contexte économique dans le discours de la première ministre, alors que l'économie est traditionnellement une force des formations politiques libérales. L'absence d'une mention de l'inflation, du coût de la vie, du financement aux écoles, déplaît aux membres de l'opposition.



Cependant elle dit être ouverte à toute proposition concernant ce programme toujours en suspens qui se veut plus représentatif pour les premières nations.



## 14 :20 – Salle Evelyne-Dumas

Lauriane Nadeau, cheffe du Mouvement social du Québec, accompagnée du chef adjoint M. Hauris Des Alliers, dénonce l'absence d'un plan face à l'inflation. Tous deux affirment que l'avenir du transport en commun est un passage plus efficace pour combattre l'inflation, misant même sur la gratuité du transport public. Cette direction toucherait-elle seulement les zones urbaines?

## 14 :10 – Salle Evelyne-Dumas

Le chef de l'opposition officielle, Adam Mouncef, a parlé de sa conception sur la compétence du gouvernement actuel. Insatisfait par rapport au discours d'ouverture de la première ministre. Ses doutes concernent les mesures et les promesses, il qualifie les paroles de la cheffe de l'Action libérale du Québec de miracles.

La première ministre a dit qu'elle ne voulait pas et qu'il n'y avait pas de solutions miracles. Or, on avait l'impression de simplement entendre des miracles sans solutions - Adam Mouncef, chef de l'opposition officielle.

En revanche, il reconnaît que le gouvernement a de nobles intentions en matière d'environnement mais trouve que les mesures prises manquent de rigueur. M. Mouncef partage qu'aucune mesure n'a été prise de la part du gouvernement pour contrer l'inflation et accentue la primordialité de cette problématique, qui touche entièrement la vie quotidienne des Québécoises. Il rappelle aussi que les francophones et la langue française n'ont pas été mentionnés durant le discours de la Première ministre, alors qu'il s'agit du fondement et d'une des plus grandes richesses de la nation québécoise. Il accuse ainsi Mme Hu d'avoir pratiquement ignoré cet enjeu.

Un plan pour contrer la crise inflationniste est alors abordé par le 2e groupe d'opposition, mais plusieurs questionnements demeurent.



Sofia V. Forlini  
Rédactrice en chef



Rosalie Corbeil  
Cheffe de pupitre



Lou Roy  
Journaliste



Charlie Trottier  
Journaliste



Ce mardi soir a eu lieu plusieurs rencontres avec les associés des chefs de partis. Philippe Nathan Crisafi, Vice-premier ministre, suivi de George Arcila, chef adjoint de l'opposition officielle et, enfin, Hauris Des Alliers, chef adjoint de la 2e opposition.

Hauris Des Alliers, de la 2e opposition, a dit ce qu'il pensait de l'article par rapport à son adjointe Lauriane Nadeau. M. Alliers juge le segment approprié et mentionne que les mots utilisés démontraient bien la motivation de sa collègue. Concernant les chefs des autres partis, Hauris mentionne qu'il est ouvert à la conversation avec Adam, chef du parti de l'opposition officielle. N'ayant pas eu beaucoup de temps pour lui parler, il dit qu'Adam est une personne sympathique. Au sujet de la première ministre, Catherine Hu, le chef adjoint mentionne un deuxième cas d'horaire trop chargé. Après avoir assisté au discours de la Première Ministre, M. Des Alliers croit que Mme Catherine Hu aurait déjà réussi son but de pratiquer ses capacités d'oratrice.

Il croit qu'une alliance serait possible autant avec un parti que l'autre, il rappelle que la transparence et la coopération sont deux priorités de son parti. « En collaborant, on est capable de travailler non seulement pour les québécoises et québécois, mais aussi pour celles et ceux qui veulent le devenir ».

Passait ensuite Jeorge Arcila, de l'opposition officielle. Il dit avoir eu une bonne impression de son chef, Adam Mouncef. Il ajoute que le portrait de son chef dans le journal est clair et concis, en plus de donner de lui une image intéressante. M. Arcila dresse aussi un portrait des autres chefs. Selon lui, la première ministre semble très bien savoir ce qu'elle fait, mentionnant ses réponses concises et précises aux questions des journalistes. Jeorge dit avoir remarqué chez la cheffe de la deuxième opposition un fort leadership. M. Arcila trouve les réponses de Mme Nadeau représentatives de l'idéologie de son équipe. Il croit que les débats avec celle-ci à la chambre seront intéressants.

Le dernier à avoir répondu aux questions n'est autre que Phillippe Nathan Crisafi, Vice-premier ministre. Ses impressions concernant sa collègue ne sont que des éloges. Il rappelle simplement sa confiance envers Catherine et le reste de son équipe. M. Crisafi dit avoir une très bonne impression de la première ministre. Selon les dires de son collègue, la première ministre a fait ses preuves durant son discours. Il supporte à 100% ses compétences pour représenter les idéologies du gouvernement. N'ayant aucun débat sur lequel s'appuyer, le vice-premier ministre n'a pas encore forgé son opinion sur la cheffe de la deuxième opposition ou sur le chef de l'opposition officielle, même si sa perception de celui-ci est pour l'instant assez négative.

Les adjoints de chaque parti s'étant exprimés sur les différents chefs, vous pouvez maintenant vous concentrer sur le tout premier débat et le dépôt des projets de lois. Comment les députés vont-ils s'y prendre? Vous recevrez l'information un peu plus tard, mais vous les aurez!



Rui Ying Liu  
Chroniqueuse



## La crise climatique est un problème socio-économique

Au cours de son discours d'ouverture et de son deuxième point de presse, la première ministre a mis un accent sur le virage vert de notre société, énumérant les mesures qu'elle propose pour assurer une action climatique. Elle a d'ailleurs traité des objectifs d'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050 et de l'électrification de tous les véhicules de la province.

D'abord, il est critique de comprendre que les racines du problème climatique sont profondément ancrées dans l'économie capitaliste, ce qui veut dire qu'une véritable lutte contre le changement climatique est paradoxalement, après tout, une lutte contre le capitalisme. La promesse de carboneutralité ne règle alors pas le problème à sa source. Par la définition du gouvernement du Canada, l'objectif de la carboneutralité est que notre économie n'émet pas de gaz à effet de serre ou compense ses émissions, et cela peut se faire par le pouvoir de l'argent. Pourtant, payer pour compenser nos dégâts ne contribue pas à améliorer la crise climatique. Au contraire, elle montre que le droit de polluer peut s'acheter. C'est justement cette manière de penser qui nous enferme dans un cercle vicieux qui freine nos progrès depuis des décennies. Ainsi, les grandes entreprises vont continuer leurs comportements anti-écologiques en autant qu'elles soient en mesure de compenser financièrement pour leur pollution. Pensez-vous qu'il s'agisse réellement d'une mesure rentable? Et encore, ne pourraient-elles pas juste augmenter leurs prix au détriment des plus précaires pour éviter de voir leurs profits s'amoinrir? En d'autres mots, en bon produit du capitalisme, la crise climatique creuse l'écart entre les classes. Les riches vont continuer à s'enrichir et les plus pauvres finiront toujours par être désavantagés.

Dans la même lancée, l'idée de remplacer tous les véhicules de la flotte gouvernementale en véhicules électriques est un bon début, mais elle exige une réflexion supplémentaire par rapport aux enjeux éthiques. Par exemple, la fabrication de ces nouveaux véhicules nécessite énormément de minéraux critiques, qui sont soit extraits dans le nord du Québec, soit dans les pays où les conditions de travail portent atteintes aux droits humains.

Seront-ce les droits humains ou la biodiversité québécoise qui payeront le prix de cette transition énergétique? De plus, cette alternative serait-elle abordable pour toute la population, ou laissera-t-elle tomber ceux qui ont un revenu plus faible? Face à ces questionnements, Mme Hu a répondu qu'il « faut être pragmatique dans la vie et maintenant, pour le bien-être des Québécois, il faut faire un virage vert le plus rapidement possible. » Cependant, nous n'avons pas besoin d'une solution rapide si elle n'est pas aussi, et, surtout, durable.

Le gouvernement manque de profondeur dans son évaluation de la grandeur et de la complexité du problème. Pour un vrai virage vert, il est crucial de réfléchir à toutes les facettes du problème et de penser hors des sentiers battus. Il faut changer nos manières de faire, de penser afin de changer le statut quo. La carboneutralité et les véhicules électriques, ils ne contribuent aucunement à diminuer la consommation, qui se trouve à être le carburant du capitalisme. Nous revoilà dans ce cercle vicieux.

Madame la première ministre, et si on jasait décroissance?





Urielle Ahoua  
Chroniqueuse



## L'inflation, un sujet volatilisé?

Eh bien, je tenais à vous l'annoncer mes chers lecteurs: nous sommes, indirectement, fiers d'être l'une des provinces les plus pauvres du Canada. C'est non seulement l'impression que j'ai de la situation, mais aussi un fait réel. En effet, selon la Banque du Canada, le Québec s'enlève pour devenir la province la plus pauvre après les provinces maritimes. Pourquoi cela? La réponse est claire: l'inflation.

L'inflation n'est pas un sujet à prendre à la légère, surtout si on ne veut pas se retrouver, le dos cassé, à utiliser les fonds mis de côté pour l'avenir dans l'immédiat afin de faire face aux défis qui s'annoncent toujours plus nombreux. Le Québec a du pain sur la planche, car, si nous ne faisons rien, les économies de l'État passeront rapidement à payer des dettes et à des dépenses vagues, qui n'étaient pas leur objectif premier. L'heure n'est pas à la prière pour un miracle économique, l'heure est aux actions. L'inflation a, sans qu'on y prête réellement attention, ravagé notre système économique mis en place depuis plusieurs années.

L'inflation détruit notre niveau de vie en tuant l'économie de certains secteurs. D'autant plus, elle propulse la pauvreté et les inégalités sociales. De plus, elle provoque systématiquement des désordres et des révoltes chez les citoyens québécois. Ce phénomène creuse un écart déjà important entre les classes sociales. D'ailleurs, près de 85 % des Québécois ont changé au moins un comportement en réponse à l'augmentation du coût de la vie en 2022 au Québec selon Statistique Canada. Après recensement, ce pourcentage fait référence beaucoup plus aux individus de la classe moyenne qu'aux riches. Selon les statistiques canadiennes, les riches n'ont pas eu besoin de sortir de leur confort. Dans quelle société vivons-nous, pour que certaines personnes aient tellement plus de confort économiquement parlant que d'autres ?

Ainsi, il est aberrant qu'un enjeu aussi flagrant que l'inflation ne soit pas à la une des plans d'actions du gouvernement. On pourrait blâmer cet oubli sur le manque de temps pour s'exprimer, mais l'importance de cet enjeu invalide cette excuse.

Le pire n'est pas encore souligné: les personnes que nous avons élues pour diriger notre province et définir un plan concret n'effleure même pas ce sujet, catégoriquement incontournable. L'Association Libérale du Québec laisse échapper le ballon comme on dirait en bon québécois. La première ministre, Mme Hu, a été interpellée ce matin justement afin de faire part de sa vision par rapport au traitement de cet enjeu. Or, ses réponses en conférence de presse tournaient autour du pot. Heureusement, et je tiens à les remercier, le chef de l'opposition officielle et la cheffe de la deuxième opposition ont réussi à ramener ce sujet incontournable sur la table.

Tout ce que je peux vous dire, en appréhendant déjà vos mécontentements et frustrations, c'est d'attendre de voir les plans d'action des différents ministères, qui s'annoncent pleins de rebondissements.



Béatrice Petit  
Journaliste

## L'idéologie 102 au Forum étudiant

Le deuxième jour de la 29<sup>e</sup> législature du Forum étudiant de l'Assemblée nationale a été marqué par un discours de la Première ministre, Catherine Hu, devant l'Assemblée nationale. Elle a révélé les plans et projets futurs du parti majoritaire. Les trois partis ont pu exprimer leurs opinions sur le déroulement de la journée avant la première session de l'Assemblée, et par la suite lors d'une conférence de presse après la session, permettant ainsi aux journalistes et au public de suivre les avancées de la journée.

Dans sa déclaration d'ouverture en point de presse, Mme Hu a souligné l'importance de travailler ensemble et a fait référence à un plan d'action qui sera présenté à l'avenir.

Elle a également mentionné qu'elle espérait toucher à tous les sujets importants, mais que « C'est sûr qu'en 15 minutes, on [ne] peut pas toucher vraiment vraiment [sic] à tout. »

Madame la première ministre a également mentionné qu'elle avait discuté avec son équipe pour s'entendre sur une ligne directrice commune pour le gouvernement. Elle a ensuite indiqué qu'elle appréhendait le débat en chambre, puisque les lignes de parti sont très différentes et, qu'en tant que représentante d'un parti libéral, elle ne veut pas brimer la liberté d'expression de personne.

D'autre part, lors du point de presse d'Adam Mouncef, chef de l'opposition officielle, des critiques ont été soulevées par rapport au gouvernement qui, selon lui, tente de plaire à tout le monde, sans parvenir à plaire à personne. Il a de plus souligné le manque d'intérêt du gouvernement face à la crise du logement et face à l'inflation : « ça mets des familles à la rue sans pitié ». Il a de plus remis en doute l'attitude du gouvernement face au corps policier, qui selon M. Mouncef contribue à leur déshumanisation et indirectement à entretenir le climat d'insécurité dans les municipalités québécoises. Il a finalement déclaré que son caucus était prêt à défendre l'identité nationale des Québécois et Québécoises.

Lauriane Nadeau, cheffe du Mouvement socialiste du Québec a fermé la marche des points de presse. L'idéologie de son parti a été précisée : l'environnement et l'éducation sont leurs deux plus grandes priorités. Le parti espère donner accès à un système d'éducation gratuit et plus accessible à toutes les Québécoises et Québécois. Ils militent en faveur de la décroissance économique et aspirent à une meilleure justice sociale.

En santé, ce parti souhaite proposer une gratuité pour les soins d'optométrie, de même que pour les soins dentaires.

Le moment tant attendu est enfin arrivé durant l'après-midi. C'était finalement le moment du discours d'ouverture de la session par la première ministre. La ligne directrice des propositions de son parti considère l'avancement et le progrès. En outre, une panoplie de sujets ont été abordés, notamment un virage vert à 100% de l'État d'ici 2030. Elle souhaite encourager les investissements facilitant l'autonomie des communautés autochtones ainsi que l'éducation des jeunes et des nouveaux arrivants à leur histoire. Pour combler la pénurie de main-d'œuvre, elle aspire à un meilleur processus migratoire et d'intégration. De plus, elle cherche à intervenir auprès des entreprises afin « d'éliminer les discriminations sur le genre dans les postes hauts placés et promouvoir le leadership. »

En somme, les trois partis ont aujourd'hui démontré une cohérence avec les lignes proposées hier et leurs idéologies.



Sofia V. Forlini  
Rédactrice en chef

Le gouvernement veut créer des nouvelles fondations pour le Québec.

L'opposition officielle veut protéger les intérêts individuels des citoyens.

La seconde opposition veut faire avancer le Québec « vert le changement ».

Mais aucun d'entre eux n'a réellement mentionné ce qui est pourtant le principal moteur de tout changement et de toute nouveauté : l'éducation.

À part une brève mention de la désuétude de la présentation des Autochtones dans les manuels scolaires, l'éducation est un sujet ayant été entièrement ignoré par les membres de l'Assemblée.

Le système d'éducation québécois est le principal formateur des Québécois.e.s. Il doit s'assurer de les outiller pour la vie en société et en démocratie, leur permettre de comprendre la situation mondiale et provinciale, de prendre des décisions éclairées et de se retrouver sur le marché du travail avec des formations suffisantes. Pour qu'une société et qu'un individu soient efficaces et puissent évoluer, il doit disposer d'un ensemble de connaissances.

Or, la situation est plus que critique. Le cursus scolaire au Québec est désuet et arriéré. Il n'est représentatif ni de la diversité du peuple et de l'histoire de la province, ni de la complexité du monde dans lequel nous évoluons. Il n'y a pas de formation technologique, les listes de lecture sont principalement peuplées d'hommes blancs hétérosexuels et de livres auxquels les élèves ne peuvent s'identifier, il n'y a pas de cours d'actualité ou de formation économique avant le secondaire 5 qui n'est pas obligatoire... essentielles.

Non content d'être arriéré, il ne réussit pas à accrocher près de 14,2% des élèves, qui décrochent avant l'obtention de leur DES, leur coupant l'herbe sous le pied en leur empêchant l'accès à un très grand nombre d'emplois et les privant de connaissances essentielles.

Si le Forum étudiant veut réellement servir les intérêts de ses électeurs, il doit réviser le cursus scolaire québécois.

Si le Québec veut avancer, s'il veut être une démocratie saine et efficace, il doit revoir son système scolaire, et le faire le plus rapidement possible.

Et ce, en incluant tous les acteurs de la société civile dans cette discussion nationale.

